



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché Public de services

**GARDIENNAGE, SURETE ET INCENDIE DU SITE DE TELECOM PARIS
19 PLACE MARGUERITE PEREY CS20031 – 91123 PALAISEAU**

25 TPT 003 M

PRÉAMBULE	3
1.1 L'INSTITUT MINES-TELECOM	3
1.2 TELECOM PARIS	3
1.3 LE BATIMENT MUTUALISE	3
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 PROCEDURE DE PASSATION	4
1.2 TECHNIQUE D'ACHAT	4
1.3 DECOMPOSITION EN LOTS	4
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 5 : DEFAILLANCE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
6.1 VERIFICATION DES PRESTATIONS	6
6.2 ADMISSION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITÉ	6
7.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE :	6
7.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL :	6
7.3 REPRISE DE PERSONNEL	11
ARTICLE 8 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	12
8.1 PRIX	12
8.2 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	12
8.3 DELAIS DE PAIEMENT	13
8.4 INTERETS MORATOIRES	13
8.5 SERVICE CHARGE DE PAIEMENT	13
8.6 VARIATION DU PRIX	13
ARTICLE 9 : AVANCE	14
ARTICLE 10 : PÉNALITÉS	14
ARTICLE 11 : DISPOSITIF DE VIGILANCE	16
ARTICLE 12 : MODIFICATIONS DU MARCHE	16
ARTICLE 13 : RÉSILIATION / LITIGE / ÉLECTION DE DOMICILE	17
ARTICLE 14 : ASSURANCE	17
ARTICLE 15 : DÉROGATION	17

PRÉAMBULE

1.1 *L'Institut Mines-Télécom*

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel placé sous la double tutelle du ministre en charge de l'industrie et du ministre en charge des communications électroniques, constitue un grand établissement au sens de l'article L 717-1 du code de l'éducation. Il exerce une pluralité de missions au titre desquelles figurent l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et technologique, le transfert de technologie, le soutien à l'innovation et au développement économique, ainsi que l'information et la diffusion de la culture scientifique et technique, dans les domaines de l'industrie et des services, en particulier du management, des dimensions économiques et sociales du développement technologique et de l'innovation, des communications électroniques et des technologies de l'information, de l'énergie, des matériaux et de l'environnement industriel.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse (la Direction générale de l'Institut) :

Le présent marché public entend répondre au besoin de l'établissement **Télécom Paris**.

1.2 *Télécom Paris*

Télécom Paris est une grande école du top 4 des écoles d'ingénieurs généralistes françaises. L'École forme ses diplômés à « Innover et entreprendre dans un monde désormais numérique ». Fondée en 1878, Télécom Paris insère aujourd'hui ses diplômés dans tous les secteurs d'activités et est considérée comme la première grande école d'ingénieurs du numérique. Elle propose une formation « à la carte » sur deux campus à Paris ou à Sophia Antipolis dans sa filiale Eurécom. Avec des enseignements d'excellence et une pédagogie innovante, Télécom Paris est au cœur d'un écosystème d'innovation unique fondé sur l'interaction et la transversalité de sa formation, son centre de recherche et ses deux incubateurs d'entreprises. Évaluée Reconnue comme une unité phare de recherche dans le domaine des sciences du numérique par l'HCERES et labellisée Carnot Télécom & Société numérique, sa recherche couvre tout le champ du numérique et présente 6 axes d'expertise au niveau européen : Science des données et Intelligence artificielle, très grands réseaux et systèmes, Confiance numérique, Design - interactions - perception (réel-virtuel), Modélisation mathématique, Innovation numérique. Attractive à l'International, Télécom Paris compte plus de 130 partenariats avec des universités prestigieuses à travers le monde et accueille 55% d'étrangers sur son campus parisien et 70% sur son campus anglophone de Sophia Antipolis. Reconnue pour sa proximité avec les entreprises, cette école publique garantit une excellente employabilité dans tous les secteurs et l'accès à des postes à responsabilités.

Membre fondateur de l'Institut Polytechnique de Paris, école de l'IMT (Institut Mines-Télécom), Télécom Paris se positionne comme le collège de l'innovation par le numérique du plateau de Saclay.

1.3 *Le bâtiment mutualisé*

La Direction générale de l'IMT, Télécom Paris et une partie de Télécom Sud Paris occupent les locaux à Palaiseau.

Télécom Paris assure la gestion du bâtiment.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture des services de gardiennage, sûreté et incendie pour **TELECOM PARIS** dont le site est situé à 19, place Marguerite Perey CS20031 - 91123 Palaiseau.

Les prestations attendues incluent, mais ne se limitent pas à :

- La surveillance incendie
- La vérification des équipements de sécurité incendie
- La gestion des risques incendie

Les prestations doivent répondre aux normes en vigueur en matière de sécurité incendie, conformément aux réglementations françaises applicables, telles que le Code du travail, le Code de la construction et de l'habitation, et les exigences spécifiques du **02 mai 2005 modifié défini la mission de l'agent SSIAP : assurer la sécurité des personnes et la sécurité incendie des biens.**

1.1 Procédure de passation

Le marché est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique

1.2 Technique d'achat

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les stipulations contractuelles, sans minimum ni maximum en valeur ou en quantité, conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 Décomposition en lots

Les prestations ne sont pas décomposées en lot afin de ne pas rendre son exécution techniquement difficile.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante et dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe : BPU dûment complété
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures et services - Arrêté du 30 mars 2021.
- Le mémoire technique du titulaire précisant les modalités d'organisation proposées pour l'exécution des prestations
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Les dispositions du présent document prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents éventuellement échangés entre Télécom Paris et le titulaire préalablement à la signature du marché 25TPT003M.

Toute clause portée dans un document du titulaire (documentation, tarifs, etc) contraire aux documents contractuels est réputée non écrite.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus.

ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est d'une durée initiale fixée à un an à compter de sa notification.

Il est reconduit trois fois pour une période d'un an chacune, par tacite reconduction.
Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

Le cas échéant, la décision de ne pas reconduire le marché est notifiée par Télécom Paris au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les deux mois précédant la date d'échéance de la période. Pour l'exercice de cette faculté, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au Titulaire.

Le début d'exécution des prestations sera précisé lors de la notification du 1^{er} bon de commande (date prévisionnelle : 1^{er} juillet 2025).

ARTICLE 4 : BONS DE COMMANDE

Le marché est exécuté par émission de bons de commande successifs.
Ils comportent obligatoirement les indications suivantes :

- la référence du marché
- le numéro de bon de commande
- la désignation des prestations commandées
- la quantité souhaitée
- le lieu de livraison
- les délais de livraison le cas échéant
- les prix unitaires H.T. tels qu'ils figurent dans le Bordereau des Prix
- le montant total H.T.
- le montant total T.T.C.
- la date d'envoi.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telle que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix du BPU.

Pour les prestations standards, Télécom Paris établit un bon de commande pour l'année en cours.

Pour les prestations complémentaires, le pouvoir adjudicateur émet des bons de commande successifs au fur et à mesure de la survenance des besoins.

ARTICLE 5 : DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation du marché à ses torts, Télécom Paris peut faire procéder par un tiers l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par Télécom Paris.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.
La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

6.1 Vérification des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du C.C.A.G./F.C.S.

6.2 Admission des prestations

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITÉ

7.1 Obligation de confidentialité :

Le titulaire et Télécom Paris qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de Télécom Paris, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

7.2 Protection des données à caractère personnel : Protection des données personnelles

- Protection des données à caractère personnel :

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer, pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « *RGPD* »), ainsi que la Loi du 6 janvier 1978 modifiée dite loi « Informatique et Libertés » (ci-après « *LIL4* »).

Au sens du RGPD et pour la bonne application du présent article :

- L'Institut Mines-Télécom a la qualité de responsable de traitement (*désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement* ;
- Le titulaire a la qualité de sous-traitant (*désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ;

▪ *Description du traitement*

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de Télécom Paris les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet dudit marché.

Les finalités du traitement relatif au gardiennage, sûreté et incendie au contrôle, et à la prévention sur l'ensemble des locaux du bâtiment situé pour **TELECOM PARIS** dont le site est situé à 19, place Marguerite Perey CS20031 - 91123 Palaiseau.

Les catégories de personnes concernées sont des enseignants-chercheurs, chercheurs, doctorants, étudiants, et du personnel de Télécom Paris entre autres.

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont celles mentionnées au présent CCP.

▪ *Obligations du titulaire*

Le titulaire s'engage à :

- Collecter et traiter les données à caractère personnel strictement nécessaires aux finalités et uniquement pour les finalités objet du présent marché.
- Collecter et traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées de Télécom Paris figurant au présent marché.

Si le titulaire considère qu'une instruction donnée dans le périmètre de dudit marché constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou de la LIL4, il en informe immédiatement Télécom Paris.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit français auquel il est soumis, il doit informer l'Institut Mines-Télécom de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire s'engage également à :

- Assurer un traitement loyal et licite des données à caractère personnel ;
- Nommer, si la réglementation en vigueur l'exige, un Délégué à la Protection des données et à communiquer ses coordonnées à l'Institut Mines-Télécom ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées ;
- Mettre en œuvre des mesures de sécurité adéquates afin de protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement et elles assurent un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger, eu égard au niveau technologique et au coût de mise en œuvre ;
- S'appuyer sur une charte informatique incluant la sécurisation des serveurs (dispositif anti-intrusion, journalisation des accès, PCA, PRA, sécurisation des mails, ...), et ce en respectant les critères définis par l'ANSSI ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de l'accord-cadre s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Communiquer la liste et les coordonnées de tous les lieux de stockage des données à caractère personnel ;

- Ne pas utiliser les informations, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au contrat ;
- Notifier, dans les meilleurs délais, à l'Institut Mines-Télécom toute violation de données à caractère personnel après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique à l'adresse suivante : rgpd@telecom-paris.fr ;
- Mettre à disposition de l'Institut Mines-Télécom la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Institut Mines-Télécom ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- Collaborer avec l'Institut Mines-Télécom dans le cas d'une étude d'impact sur la vie privée.

Il s'engage notamment à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Ensemble des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel ;
- Les moyens d'investiguer les traces en cas d'incident de sécurité, que ce soit physique ou distant

Télécom Paris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

▪ *Sous-traitants ultérieurs*

Le titulaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants (sous-traitants ultérieurs ou de 2^{ème} niveau pour l'IMT) pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques. Dans ce cas, il en informe préalablement et par écrit, l'Institut Mines-Télécom, y compris en cas de changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement de données à caractère personnel sous-traitées, l'identité et les coordonnées des sous-traitants, leurs lieux de stockage des données personnelles et les dates du contrat de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de s'assurer de la mise en place du dispositif de mesures adéquates de sécurité et de protection des données chez ses sous-traitants et de transmettre ce dispositif à l'Institut Mines-Télécom.

Le titulaire est tenu de s'appuyer sur des clauses contractuelles types renforcées en cas de sous-traitance par un organisme établi en dehors de l'Union européenne.

L'Institut Mines-Télécom dispose d'un délai minimum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Institut Mines-Télécom n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est alors tenu de respecter les obligations du présent marché, et notamment du présent article, pour le compte et selon les instructions de l'Institut Mines-Télécom. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et de la LIL4. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'Institut Mines-Télécom de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

▪ *Information des personnes concernées et exercice des droits*

Il appartient à Télécom Paris de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement de leurs données à caractère personnel du présent marché.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'Institut Mines-Télécom à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : rgpd@telecom-paris.fr

▪ *Sort des données*

Au terme des opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées au titre du présent marché, le titulaire s'engage à détruire, sans délai, toutes les données à caractère personnel, ainsi que toutes les copies existantes dans ses systèmes d'information. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

▪ *Délégué(s) à la protection des données*

L'Institut Mines-Télécom a désigné un Délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : rgpd@telecom-paris.fr

S'il en a désigné un, le titulaire communique à l'Institut Mines-Télécom et au Délégué à la protection des données de l'Institut Mines-Télécom le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

▪ *Registre des catégories d'activités de traitement*

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom comprenant notamment :

- Le nom et les coordonnées de l'Institut Mines-Télécom pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, et leurs finalités ;
- Les acteurs concernés par lesdits traitements ;
- Les données à caractère personnel collectées et traitées, leur durée de conservation ainsi que leurs destinataires,
- Une description détaillée des mesures de sécurité juridiques, techniques et organisationnelles.

▪ *Obligations de l'Institut Mines-Télécom vis-à-vis du Titulaire*

L'Institut Mines-Télécom s'engage à :

- Fournir au titulaire les données à caractère personnel visées à l'article 4.1 du présent marché ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données à caractère personnel par le titulaire ;
- Superviser le traitement des données à caractère personnel, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

▪ *Obligation de sécurité*

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Ensemble des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel ;
- Les moyens d'investiguer les traces en cas d'incident de sécurité, que ce soit physique ou distant.

À ce titre, le titulaire s'engage à transmettre à l'Institut Mines-Télécom la liste des mesures techniques et organisationnelles qu'il met en œuvre.

Cette liste doit être maintenue à jour et tenir compte des évolutions technologiques.

L'Institut Mines-Télécom se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

▪ CONFIDENTIALITE

Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des connaissances antérieures, des informations et autres documents transmis par l'IMT au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement.

Le titulaire s'engage naturellement à :

- Traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;

- Garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- Ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- Éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché ;
- Au respect par ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

L'IMT pourra, quant à lui, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer certaines pièces du marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'IMT s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel et commercial.

Confidentialité du système d'information de l'Institut Mines-Télécom

Le titulaire s'engage à ne pas rendre public ou divulguer à qui que ce soit sous forme écrite, orale, ou électronique les informations relevant du système d'information de l'Institut Mines-Télécom auxquels il a accès lors de l'exécution de sa prestation.

L'IMT interdit au titulaire de délivrer via n'importe quel moyen de communication, toute information confidentielle relative au système d'information de l'Institut Mines-Télécom et spécialement toute information pouvant :

- Donner une indication sur l'architecture réseau, la configuration matérielle ou logicielle, les plates-formes, les serveurs, etc., et toute composante des systèmes d'information et de communication
- Donner une indication sur les mécanismes de contrôle d'accès et de protection des systèmes d'information et des dispositifs de sécurité physique ou logique ;
- Donner une indication sur la politique sécuritaire, les programmes présents ou à venir, les budgets, ou toute autre information relevant des affaires internes de l'IMT utilisant le Logiciel et la Base de données ;
- Donner une indication sur tout type de faille organisationnelle ou technique décelée.

Et d'une façon générale, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, codes sources et codes objets, études et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre ; il s'interdit notamment toute communication écrite, électronique ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers.

Durant et au terme de sa prestation, le titulaire s'engage à ne pas divulguer ou à ne pas déposer dans des lieux non sécurisés tout document, quel que soit sa forme (papier, magnétique, électronique ou autre), portant des informations concernant l'IMT et le système d'information de l'IMT.

Il veillera à la fin de la prestation à détruire les documents de travail utilisés.

L'IMT se réserve le droit de vérifier le niveau de sécurité des endroits de stockage de documents relatifs à la prestation et ce à tout moment, même postérieur à celle-ci.

Confidentialité des Résultats, des Données et des données personnelles

Les Résultats, Données et données personnelles, manipulés par le titulaire en provenance de l'IMT, du Logiciel et/ou de la Base de données lors de la réalisation des prestations sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Même anonymisés, ils doivent demeurer confidentiels.

Il en va de même pour les supports informatiques de ces Résultats, Données et données personnelles.

Le titulaire se porte garant de l'intégrité et de la confidentialité des Résultats, Données et des données personnelles auxquels il aura accès et/ou qui lui seront confiés par l'IMT, le Logiciel et/ou la Base de données pour lui permettre de réaliser ses prestations.

L'ensemble des Résultats, Données et données personnelles gérées et générées par le Logiciel et/ou la Base de données est la propriété de l'IMT et/ou de tiers et doivent faire l'objet d'un traitement garantissant leur confidentialité.

L'IMT est seul susceptible de décider de leur communication dans le respect des droits des tiers, des dispositions de la LIL4 et du RGPD, et des dispositions prévues au présent marché.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des Résultats, Données et des données personnelles, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre
- Ne pas utiliser les Résultats, Données et données personnelles à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces Résultats, Données et données personnelles à d'autres personnes que celles spécifiées au présent marché ou sur instruction de l'IMT, et dans un autre pas de temps et/ou à d'autres fins que ceux spécifiés au présent marché, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Résultats, Données et données personnelles en cours d'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des Résultats, Données et données personnelles tout au long de la durée du présent accord-cadre ;

et en fin d'accord-cadre à :

- Restituer intégralement les Résultats, Données et données personnelles à l'IMT et/ou à la structure désignée par l'IMT ; la restitution devant s'accompagner de la destruction par le Titulaire de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les Résultats, Données et données personnelles de façon définitive et sécurisée et en attester par courrier adressé à l'IMT. L'IMT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

L'IMT pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur de titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Dispositions communes

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché. mais aussi à son terme.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Il prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication de ces informations confidentielles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

7.3 Reprise de personnel

Le titulaire fera son affaire de la reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, conformément à la réglementation en vigueur.

Le personnel du titulaire est remplacé, pendant ses congés, par un personnel de qualification équivalente.

En fin de marché, à la demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours maximum à compter de cette demande, le titulaire s'engage à transmettre les éléments relatifs au personnel à reprendre par le futur titulaire et notamment le nombre de salariés à reprendre, la nature des contrats à reprendre, les avantages dont disposent les personnels, leur expérience, leur ancienneté et leur qualification.

ARTICLE 8 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

8.1 Prix

Les prix sont fermes et définitifs la première année du marché.

8.2 Modalités de règlement des comptes

Présentation des factures

Le titulaire devra établir une facture pour les ouvrages livrés.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de marché,
- Le détail des prestations réalisées,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro du compte bancaire à créditer,
- Le prix unitaire H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C.,
- La date d'établissement de la facture.

Télécom Paris se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés. Il est rappelé que le fournisseur devra apporter une attention particulière à la transmission dématérialisée des factures comme détaillée à l'article suivant.

Annexes jointes aux factures

Le titulaire fourni à l'appui des factures le planning des heures facturées.

Télécom Paris se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant ces annexes. Le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Pour les **prestations standards**, le titulaire établit des factures mensuelles, à terme échu, pour ces prestations récurrentes.

Pour les **prestations complémentaires**, le titulaire établit la facturation ***séparément*** des prestations de base. Il sera établi une facture par bon de commande. Si le titulaire ne peut faire de facturation séparée, les prestations complémentaires seront **visiblement** démarquées des prestations de bases.

Le titulaire doit reprendre sur la facture les détails des prestations conformément au bon de commande.

Il sera procédé à une vérification mensuelle des pièces qui serviront à la liquidation des sommes dues au titulaire et, le cas échéant, à la fixation des pénalités qui pourront être mises à sa charge dans les conditions prévues dans le présent document.

Modalité de transmission des factures

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'État français s'est engagé pour la dématérialisation du traitement de ses factures. Une solution informatique gratuite et sécurisée est mise à disposition du titulaire afin de transmettre ses factures sous forme dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation de ce portail est obligatoire depuis le 1er janvier 2020.

Les factures adressées à Télécom Paris devront comporter les informations suivantes :

Le numéro de SIRET : **180 092 025 00162**

Le code service : **TP_FACTURES_SERVICE_FINANCIER**

Le numéro d'engagement : Numéro qui sera communiqué ultérieurement

Toutes les factures reçues papier seront automatiquement retournées et par conséquent non traitées.

8.3 Délais de paiement

Télécom Paris se libérera des sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la facture.

8.4 Intérêts moratoires

Les intérêts commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

En cas de dépassement du délai global de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

8.5 Service chargé de paiement

Le service chargé du paiement est : Agent comptable de l'Institut Mines-Télécom
19 Place Marguerite Perey
91120 Palaiseau

8.6 Variation du prix

Les prix inscrits au B.P.U. sont fermes et définitifs pour la 1ère période du marché.

Les prix inscrits au B.P.U. seront révisables à la date anniversaire du marché, à la baisse ou à la hausse, en fonction de la variation d'un barème, d'un tarif ou d'une mercuriale selon la formule suivante :

$$P1 = P0 (0,15 + 0,85 (I1/ I0))$$

Dans laquelle :

P1 est le prix révisé.

P0 est le prix initial figurant dans l'offre.

I0 est l'indice du mois de démarrage des prestations

I1 est la valeur de l'indice du mois 0 + 12.

L'indice utilisé dans le cadre de la révision de ce marché est l'indice INSEE « CPF 80.10 ».

L'application de la révision incombera au titulaire.

Le titulaire doit fournir un document justifiant les indices concernés par la formule d'actualisation des prix publiés à l'INSEE. Ces documents permettront à Télécom Paris de contrôler l'application de la formule d'actualisation.

Télécom Paris admettra, lors de la révision, une augmentation maximale des prix du titulaire de 3%. Si les prix venaient, lors des ajustements pratiques, à dépasser l'augmentation de 3% fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

Le titulaire s'engage à communiquer au Pouvoir adjudicateur, par envoi électronique faisant date certaine, le bordereau de prix mis à jour ainsi que le détail des calculs justifiant l'augmentation ou la baisse de prix avec un préavis de quinze jours minimums, avant la date prévue pour l'application des ajustements.

Les prix révisés s'appliquent pour tous les bons de commande notifiés après cette date.

Si le titulaire omet de présenter son nouveau tarif dans un délai de 15 jours calendaires maximum avant sa date d'entrée d'application, la révision de prix ne pourra pas s'appliquer pour la période concernée et les prix en vigueur avant la date prévue pour la révision continueront de s'appliquer. Par ailleurs, il ne pourra pas y avoir de rattrapage sur la période suivante.

ARTICLE 9 : AVANCE

Sauf renonciation expresse du titulaire, une avance de 5 % est versée au titulaire dans les conditions prévues par les articles R 2191-6 et suivants du code de la commande publique pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %, toutes taxes comprises de ce même montant. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Conformément aux dispositions de l'article R 2191-10 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

En cas de manquement dans l'exécution du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, une pénalité forfaitaire dont le montant est défini ci-après HT.

Tout manquement aux prestations du marché fera l'objet d'un constat par écrit de Télécom Paris, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, Télécom Paris peut appliquer une réfaction sur les prix correspondants, sur simple décision de sa part. Les prestations qui n'auront été exécutées que partiellement peuvent ainsi donner lieu à l'application d'une réfaction d'une valeur correspondant aux prestations non réalisées ou réalisées que partiellement.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit Télécom Paris dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'APCA.

Les pénalités et les réfections sont cumulables et les pénalités restent dues en cas de résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

Toute absence d'une durée supérieure à 15 minutes sera décomptée pour une heure.

Toute ronde non correctement exécutée par le même agent (fermeture, ouverture d'une ou plusieurs portes, fermeture des fenêtres, spécifications du CCTP et/ou du cahier de consignes.....) sera décomptée pour une heure après la 1ère mise en garde effectuée par Télécom Paris sous forme de courrier ou mail.

En cas d'inexécution totale ou partielle ou de résultat insuffisant, Télécom Paris se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

Nature du manquement	Pénalité HT
Absence en cours de prestations	450 € par constat
Manquement à la continuité du service	450 € par constat
Absence d'envoi des rapports de ronde dans les délais	50 € par constat
Personnel non présenté et/ou non formé et/ou non accrédité sur le poste	450 € par constat
Absence de formation ou de recyclage	100 € par constat
Personnel n'étant pas en état physique pour assurer sa mission (1)	450 € par constat
Non-maintien de la tenue du personnel en parfait état de propreté et/ou mauvais fonctionnement des agrès de sécurité et des outils	100 € par constat
Défaut de transmission et/ou de modification du planning mensuel sans information à TP	100 € par constat
Tenue non-conforme au contrat	100 € par constat
Présence d'agent sur site non planifiée	100 € par constat
Absence de produit d'entretien équipements de restauration et fourniture de bureau	50 € par constat
Mise en place d'équipement Multimédia sans accord de TP	450 € par constat
Absence de support pédagogique et de veille réglementaire au poste de travail	100 € par constat
Défaut de présentation de dossier dans les délais et/ou pièces manquantes	100 € par constat
Défaut de transmission du compte rendu mensuel (5 jours ouvrés avant la revue)	450 € par constat
Défaut au plan de prévention	100 € par constat
Non remise du dossier d'analyse de risque	450 € par constat
Absence de transmission de la pré-facturation	100 € par constat
Inexactitude du reporting d'activité et pièces manquantes	100 € par constat
Non-respect des consignes (y compris l'usage abusif des outils informatiques et de communication)	100 € par constat
Absence de mise à jour des consignes dans les délais impartis	50 € par constat
Incohérence et/ou absence des rondes pointées	100 € par constat
Non-respect du plan d'assurance qualité	100 € par constat
Absence d'émargement du personnel de la prise de connaissance d'une nouvelle consigne	50 € par constat
Absence de justificatif de formation et d'autonomie au poste	100 € par constat
Absence de remplacement dans les délais du rondier GSM / PTI	100 € par jour de retard
Consignes	
Non-fermeture et/ou ouverture des grilles d'accès aux sites (le cas échéant)	450 € par constat
Carence d'information de TP par le Titulaire	500 € par constat
Dégradation des installations ou équipements pendant la prestation de surveillance du fait du personnel du Titulaire. La remise en état sera à la charge du Titulaire (2)	300 € par constat
Carence d'appel aux pompiers, à la police, à la direction sécurité TP	450 € par constat
Introduction d'une personne non autorisée sur le site	450 € par constat
Salissures des locaux du fait du personnel	300 € par constat
Non tenue de la main courante à jour ou incohérence des informations	50 € par constat
Non-restitution en fin de vacation du matériel TP (clés, carte d'accès, badges, etc...)	450 € par constat
Absence à convocation du responsable du Titulaire	100 € par constat
Autocontrôles contractualisés non effectués selon périodicité prévue au présent marché	150 € par constat
Contrôle contradictoire trimestriel note inférieure à l'objectif de l'année	450 € par constat

Défaut de transmission des éléments relatifs à la reprise du personnel dans un délai maximum de 15 jours à compter de la demande de Télécom Paris	100 € par jour de retard
---	--------------------------

PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, Télécom Paris, informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à Télécom Paris la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

Le montant maximum au titre de ces pénalités ne peut dépasser 20% du montant commandé.

- (1) Valable notamment dans les cas de constat de personnels endormis à leur poste pendant la durée de leur vacation.
- (2) Même si les réparations ou le nettoyage sont effectués par les services internes de Télécom Paris.

L'ensemble des constats d'infractions adressés au Titulaire sont débattus lors des réunions mensuelles. Le Titulaire apportera lors de ces réunions les éléments de réponses et/ou plan d'action pour chaque constat d'infraction.

Télécom Paris se réserve le droit de préciser au titulaire le manque de compétence d'un agent à son poste. Ce constat emmène le retrait définitif de l'agent sur l'ensemble du site Télécom Paris. Ce constat est établi contradictoirement avec le représentant du titulaire. Si des manquements répétés sont le fait d'un même agent, le Titulaire s'engage, à retirer cet agent des prestations liées au présent marché, et ce jusqu'à l'échéance, et à le remplacer dans les plus brefs délais.

Indépendamment des pénalités prévues ci-dessus, le Titulaire doit rétablir la qualité du service dans les vingt-quatre (24) heures à compter de la réception du constat établi par Télécom Paris.

Si à un moment quelconque de l'exécution du marché le montant des pénalités calculées vient à dépasser 15 % du montant du bon de commande annuel (prestations standards), celui-ci pourra être résilié au tort du Titulaire conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G./F.C.S.

ARTICLE 11 : DISPOSITIF DE VIGILENCE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Institut Mines-Télécom, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12 : MODIFICATIONS DU MARCHE

Les modifications du marché seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

En particulier, le marché pourra être suspendu ou modifié totalement ou partiellement en cas de force majeure ou de survenue d'un événement imprévisible. Constitue un événement imprévisible, notamment la fermeture totale ou partielle des sites de l'IMT ou des sites d'exécution du présent contrat résultant d'une décision d'une autorité compétente ou de toute décision prise en vue de préserver la sécurité du site et des personnes.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION / LITIGE / ÉLECTION DE DOMICILE

Résiliation

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G./FCS. Toutefois Télécom Paris se réserve également la possibilité de résilier le marché, sans versement d'indemnité, si le titulaire du marché s'avère dans l'impossibilité de fournir tout ou partie des prestations énumérées au cahier des clauses techniques particulières.

Litige

Télécom Paris et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et Télécom Paris doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à Télécom Paris dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Télécom Paris dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tribunal administratif

En cas de litiges, le tribunal administratif compétent sera celui du lieu du siège du pouvoir adjudicateur.

Élection de domicile

Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

ARTICLE 14 : ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de Télécom Paris et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de Télécom Paris et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 : DÉROGATION

Il est dérogé au C.C.A.G./FCS pour les articles suivants :

CCAP	C.C.A.G./FCS
9	Article 14